

Questions orales

comment il s'y prendra pour payer l'ajout de nouvelles pistes?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, si le député avait lu tous les documents que nous avons distribués hier, il aurait remarqué que nous avons bien précisé que la demande de propositions n'inclut pas la construction de nouvelles pistes, mais que l'ajout de trois pistes supplémentaires est toujours possible. Nous envisageons toutes les possibilités.

Je ne vois pas pourquoi le député d'en face s'oppose tant à la création de 3 200 emplois dans la région de Toronto à ce stade-ci.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Le ministre est parfaitement au courant de la précarité de l'industrie du transport aérien au Canada. Nous ne savons pas s'il restera un ou deux transporteurs à la fin de l'année ou l'an prochain. Pourtant, le ministre a l'intention de céder au secteur privé le plus rentable de tous nos aéroports, alors que la circulation aérienne a chuté d'environ 12 p. 100 et que rien ne nous permet vraiment d'espérer une amélioration de la situation dans ce secteur, pas plus qu'une relance de l'économie, du reste. Le ministre peut-il expliquer à la Chambre et aux Canadiens qui devront payer la note à quels mystérieux calculs il s'est livré pour dire que, dans le cadre de ce projet qui coûtera très cher aux Canadiens, le secteur privé peut faire mieux?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je rappelle au député que Transports Canada a remis ses prévisions sur le nombre de passagers qui passeront probablement à l'aéroport Pearson dans les années à venir au groupe chargé d'étudier l'aménagement de pistes supplémentaires, dans le cadre du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. Le groupe a reconnu l'exactitude de ces données.

La circulation à l'aéroport Pearson depuis 10 ou 12 ans a augmenté d'environ 4,5 p. 100 par année. Nos prévisions actuelles sont fondées sur une hausse annuelle de 3 p. 100 pour les 10 à 12 prochaines années. Cela nous permet de croire qu'en 1997-1998, cet aéroport aura un problème de capacité. Nous ne prenons pas ces mesures pour l'immédiat, mais pour l'avenir, parce qu'il faudra du temps pour procéder aux travaux de rénovation et d'amélioration.

Nous prévoyons terminer les travaux juste à temps pour pouvoir accueillir le nombre de passagers voulu. De

cette façon, nous éviterons le genre de situation où nous nous sommes trouvés en 1989. Je m'étonne qu'un représentant du NPD s'oppose à. . .

M. le Président: Nous devrions passer à la prochaine question.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, il semble que le ministre des Transports se fie aux mêmes conseils que le ministre des Finances pour affirmer que la récession est déjà terminée.

Nous savons bien que la récession n'est pas terminée. Elle est loin de l'être. Nous savons aussi que, la demande de transports aériens étant à la baisse, les prévisions de 3 p. 100 ne se réaliseront pas. Nous ne demanderions pas mieux que de retrouver ce rythme de croissance, mais ce n'est pas pour demain. Par ailleurs, nous ignorons si le Canada conservera ses deux transporteurs aériens ou s'il en aura un seul. S'il n'y en avait plus qu'un, nous n'aurions pas besoin de plus d'espace dans les aérogares 1 et 2.

Je demande de nouveau au ministre s'il est disposé à reconsidérer sa décision et à la mettre en veilleuse en attendant que le secteur des transports aériens se soit rétabli et que nous sachions à quoi nous en tenir sur l'avenir à long terme de nos transporteurs.

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je dois signaler au député que le nombre de voyageurs qui utilisent un aéroport n'a aucun rapport avec le nombre de transporteurs aériens. Il s'agit simplement de savoir combien de voyageurs choisissent de se déplacer par avion. Nous n'allons pas revenir sur notre position.

Il me semble plutôt étrange que ceux-là mêmes qui, il y a quelques semaines voire quelques jours, demandaient au gouvernement fédéral d'emprunter pour aménager des infrastructures dans des secteurs qui relèvent d'autres gouvernements, se demandent aujourd'hui pourquoi le gouvernement fédéral se lance dans un projet qui créera 3 200 emplois sans emprunter ni dépenser l'argent des contribuables.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, le ministre ne doit pas oublier non plus que l'aéroport Pearson rapporte 100 millions de dollars de bénéfices par année au secteur des transports aériens. Voilà ce que le gouvernement est disposé à céder à ses copains du secteur privé, aux dépens des contribuables. À long terme, ce seront eux et les usagers des transports aériens qui feront les frais.